

pas depuis son arrivée au pouvoir. Rien ne l'empêche également d'effectuer des coupes sombres dans les programmes du ministère de l'Expansion industrielle régionale, ce qu'il fait depuis son élection.

En d'autres termes . . .

[Français]

La politique économique du gouvernement pour combler le déficit, c'est ou bien augmenter les taxes pour les individus, en termes de taxes de vente, de taxes sur les personnes, ou couper les dépenses, particulièrement les dépenses qui touchent les individus, qui touchent la création d'emplois, qui touchent la stratégie de l'emploi du ministère de l'Emploi et de l'Immigration et qui touchent les programmes d'expansion industrielle et régionale qui sont dans le Budget du gouvernement.

Donc, voilà la politique. Mais il n'y a aucune préoccupation, madame la Présidente, de la nécessité d'avoir une politique de plein emploi, de la nécessité de combler le chômage qui existe malheureusement encore dans notre pays. Rien n'a été offert dans le Budget et effectivement, ce projet de loi C-40 est une réflexion du Budget pour combler le chômage inacceptable qui existe dans notre pays. Effectivement, le gouvernement dit que nous allons accepter la situation en termes d'emplois, au lieu de mettre en place des objectifs en termes de réduction du chômage qui seraient semblables aux objectifs qui sont énoncés tous les ans par le gouvernement pour la réduction du déficit.

Madame la Présidente, j'aimerais bien citer un discours qui a été donné vendredi dernier par le ministre des Finances (M. Wilson) au Club Macdonald-Cartier à Calgary et qui touchait à la politique du gouvernement en ce qui affecte non seulement l'Ouest, mais la politique en général.

• (1230)

[Traduction]

Nous savons à quel point le vide à la direction du gouvernement a permis au pouvoir de glisser à nouveau vers le ministère des Finances. Nous savons également ce qui s'est produit quand le titulaire actuel a pris en charge le ministère des Finances il y a deux ans et demi. Il est l'un des rares ministres à occuper encore le même poste deux ans et demi après l'arrivée du gouvernement au pouvoir. Il a recruté un groupe de conseillers qui étaient, relativement parlant, sur la même longueur d'ondes que lui. Ils exercent de plus en plus d'emprise sur le gouvernement.

Vous vous rappellerez peut-être, madame la Présidente, puisque vous étiez candidate à ces élections, avec quelle insistance le premier ministre (M. Mulroney) promettait de créer des emplois, encore et toujours des emplois dès que le gouvernement parviendrait au pouvoir. Or au Québec, par exemple, le taux de chômage dépasse encore les 11 p. 100 dans la ville et la région de Montréal, l'une des deux métropoles de notre pays.

Après deux ans et demi, c'est inadmissible, mais tel est le résultat que nous obtenons du gouvernement et des politiques mises de l'avant par le ministre des Finances (M. Wilson). Ces politiques émanent d'une certaine aile politique de son parti. Je crois également qu'elles reflètent l'opinion du milieu canadien des affaires, et les points de vue que le ministère des Finances défend traditionnellement depuis de nombreuses années. Parfois ils gagnent du terrain, et parfois ils en perdent. Ils suivent

maintenant leur cours grâce au démantèlement par un chef de l'opposition, quand il était premier ministre, du ministère chargé du développement économique, grâce au démantèlement et à d'autres initiatives en vue d'équilibrer le contrôle et l'orientation des politiques économiques au sein du gouvernement, et au fait que le ministère des Finances est par conséquent devenu beaucoup plus puissant qu'il ne l'était il y a deux ou trois ans.

Voici ce que le ministre des Finances déclarait vendredi, à Calgary, en conclusion de l'allocation qu'il prononçait devant le Club Macdonald-Cartier: «Dans mes propos d'aujourd'hui, j'ai insisté sur le fait que le gouvernement que vous avez élu», et «vous» est souligné, «en septembre 1984 a mis en application votre programme», et «votre» est souligné, «vos vœux de rajeunissement fiscal», et «vos» est souligné, «vos principes d'une économie de marché», et «vos» est souligné, «et votre engagement à stimuler le secteur privé», et «votre» est encore ici souligné. Je défie tous les conservateurs, y compris ceux de Calgary, de venir me dire que vendredi dernier, la salle du club Macdonald-Cartier était bondée de chômeurs canadiens et albertains, de mères célibataires vivant de l'assistance publique, d'autochtones, de handicapés et de pauvres. Etaient-ils dans cette salle? Non. L'assistance était composée de représentants des millieux d'affaires de l'Alberta qui s'étaient rassemblés pour entendre le ministre des Finances.

Je sais que le marasme économique en Alberta est attribuable à l'évolution du secteur énergétique. Cette évolution a touché le monde des affaires comme le restant de la population albertaine. Mon parti l'a constaté lorsqu'il a demandé des mesures de soutien économique. Mon chef a demandé que les recettes supplémentaires provenant de la hausse de la taxe sur l'essence soient consacrées aux petits producteurs pétroliers mis à mal par la politique du gouvernement qui favorise les grands producteurs pétroliers et les multinationales.

Mais le comble de l'impudence, c'est que le ministre des Finances a avoué tout naturellement aux hommes d'affaires que le gouvernement respectait leur programme et leur désir de rajeunir la fiscalité, entendez réduire le déficit avant tout, leur principe d'une stricte économie de marché et leur souhait de le voir stimuler le secteur privé.

Pendant la fin de semaine, je me suis rafraîchi la mémoire sur la politique des quelque dix dernières années, c'est-à-dire sur les première et deuxième manifestations du gouvernement Trudeau, sur le bref épisode conservateur du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) et sur le gouvernement de l'actuel premier ministre. On disait, dans un excellent livre que je recommande aux députés—*One-Eyed Kings* par Ron Graham—qu'il y avait eu un certain accommodement de la politique gouvernementale, c'est-à-dire que, d'une part, on avait pris soin des intérêts de l'élite du monde des affaires, mais que, d'autre part, on avait cherché à créer des emplois et à fournir une sécurité aux Canadiens moyens grâce à des services sociaux. C'est ce qui se passait sous les précédents gouvernements, souvent à la suite d'efforts et de pressions de la part des néo-démocrates.

Pour rester au pouvoir, un gouvernement formé par l'un des deux vieux partis n'a probablement pas d'autre choix que de trouver un équilibre entre les besoins des Canadiens ordinaires et les désirs de ses amis au sein de l'élite du monde des affaires.